La destruction du baccalauréat et l'offensive générale contre l'école de la République

dimanche 21 janvier 2018, par Denis COLLIN

Il y a les mesures déjà actées et celles qui sont dans les tuyaux. Il est nécessaire de saisir la cohérence d'ensemble de cette opération de dynamitage de l'éducation nationale qu'organise le ministre Blanquer, mettant en application dans ce secteur la politique très cohérente du président de la république.

Blanquer avait averti dans une intervention devant l'association Sens Commun : il faut faire bouger 10 à 15% du système pour entrainer ensuite un bouleversement radical. Penseur de la droite, Blanquer (qui a occupé des responsabilités importantes quand Chatel était ministre) a élaboré son programme en liaison avec un club de la droite libérale, l'Institut Montaigne et en reprenant quelques-unes des idées de Darcos. Avec une certaine intelligence de la situation, il a commencé par flatter les professeurs en faisant mine de vouloir mettre un terme à la folie pédagogiste portée depuis plusieurs décennies par tous les ministères de droite ou de gauche. Lui qui, lorsqu'il était recteur de Créteil, avait inventé la cagnotte pour inciter les élèves absentéistes à retourner en cours, prétend vouloir restaurer l'autorité. À ce pédagogisme largement discrédité, il veut substituer les neurosciences qui sont chargées de transformer cet antique art de la transmission du savoir en une technoscience indiscutable. L'autre volet, le plus important et le moins connu est la transformation de la structure de l'éducation nationale, en donnant une large autonomie aux chefs d'établissements qui pourraient définir leur propre projet pédagogique et recruter eux-mêmes les professeurs. Du même coup, les établissements publics seraient insérés comme entités autonomes sur le marché de l'éducation et nous irions vers une privatisation de fait d'une bonne part de l'éducation nationale. Blanquer n'a jamais caché que son modèle était celui du Royaume-Uni. Voilà pour la ligne générale.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour l'heure, c'est la réforme du lycée qui concentre l'attention et par la même occasion la réforme du recrutement de l'enseignement supérieur.

Premier temps : le remplacement d'APB par « Parcours-Sup ». Le système APB (admission post-bac) est accusé d'avoir entraîné le chaos conduisant plusieurs filières universitaires à choisir, faute de places suffisantes, leurs candidats par tirage au sort. Le système informatique APB n'était pour rien dans cette situation chaotique (qui n'a touché cependant que quelques milliers de candidats, soit à peine 0,5% du total). En fait, il n'y avait pas assez de place à l'Université parce que l'Université est le parent pauvre du système éducatif et que personne n'a anticipé les effets du « baby-boom » de l'an 2000 – ce qui était pourtant assez facilement prévisible. Bref, on a saboté le service public pour ensuite mettre en cause radicalement ses principes, c'est-à-dire le droit pour tout bachelier de s'inscrire dans la filière universitaire de son choix, le baccalauréat étant le premier grade universitaire (les jurys de bac sont d'ailleurs présidés par des universitaires). On allègue non seulement le trop plein mais aussi le niveau insuffisant des nouveaux étudiants qui se traduit par un taux d'échec important en première année de faculté. Quand on veut noyer son chien… À cela, on peut répondre, primo, que le taux d'échec en première année à l'université a toujours été important, surtout depuis qu'on a supprimé cette année de filtrage qu'était la « propédeutique ». Mais cela fait maintenant plus d'un demi-siècle ! Si on peut incontestablement admettre que d'assez nombreux étudiants n'ont pas le niveau souhaitable pour faire des études universitaires, la raison en est dans la course de type « plan soviétique » à la réussite au baccalauréat. On est à plus de 95% de réussite dans la filière S, ce qui signifie que le baccalauréat est « démonétisé ». Il y a bien toujours quelques élèves qui ratent le bac, mais c'est uniquement pour sauver les apparences d'un examen (comme les 5% qui ne votent pas pour le dictateur sont là pour donner l'illusion de la démocratie). En réalité, la suppression de facto des redoublements et la pression pour que tout le monde ait le bac, sont la cause immédiate de la situation dramatique de nombre d'étudiants complètement

« largués » en première année. Au lieu de redonner de sa valeur au bac, au lieu de rétablir un haut niveau d'exigence intellectuelle dans les lycées, le ministre a décidé d'enterrer le bac – tout en affirmant qu'il fallait le remuscler – en instituant une sélection à l'Université, fondée sur les appréciations des professeurs des lycées et l'examen des dossiers par les universités, de telle sorte que les étudiants ne pourront plus entrer dans la filière de leur choix, mais devront aller en gros là où le système leur dit d'aller sur la base de dix vœux parmi lesquels il n'est plus possible d'établir de préférences. Dans ce dispositif, il est à noter que l'on demande aux professeurs de lycée de présélectionner les étudiants, d'indiquer que untel pourrait aller en médecine et que tel autre n'a pas le profil pour faire une classe préparatoire. En dehors de tout critère objectif, sur la base leur « intuition » les professeurs aurait barre sur l'avenir de leurs élèves. Beaucoup refusent d'assumer ce rôle exorbitant, qui n'est pas le leur. Sans parler des conséquences sur la vie des lycées : pressions parentales pour avoir de bonnes appréciations, pression de la hiérarchie, etc.

La deuxième est la réforme globale du lycée. Le ministre Peillon avait indiqué qu'il fallait faire sauter le triptyque « une classe, une discipline, un professeur » hérité de l'enseignement des Jésuites (sic). Plusieurs tentatives allaient dans ce sens depuis un bon moment : les groupes de niveau en langues, l'aide personnalisée, etc., mais cela ne touchait que les marges. Le projet en cours de rédaction se propose d'aller beaucoup plus loin. Il s'agit de faire éclater les filières et donc de supprimer les classes. En première, les élèves choisiraient deux dominantes et des options. En outre la semestrialisation permet d'envisager la situation où les élèves n'auraient par les mêmes professeurs dans la même discipline pour une année. L'examen qu'on appellerait encore « baccalauréat », réduit à 2 épreuves, se tiendrait à la fin du mois de mars de la terminale et ce sont ces résultats qui détermineraient l'entrée dans l'enseignement supérieur, la philosophie et un grand oral (une sorte de TPE revu et corrigé) complèteraient ce soi-disant baccalauréat – toutes autres « mineures » ou « options » étant évaluées par « contrôle continu ». Les grandes lignes du projet sont assez claires, seuls les détails restent à ficeler : combien d'heures d'enseignement à supprimer, quel poids pour les options ? Il y aura des concertations (pendant 15 jours) et l'affaire sera expédiée.

Plusieurs conséquences s'en déduisent. La première étant que l'importante part de contrôle continu fera que le baccalauréat ne sera plus un diplôme national et donc ne donnera pas les mêmes droits à tous suivant l'établissement où ils ont obtenu cet examen. Entre autres conséquences, cela percutera directement les conventions collectives de branche qui déterminent les salaires « plancher » en fonction d'une grille de qualifications reconnues nationalement, le baccalauréat étant aujourd'hui encore l'une de ces qualifications.

Deuxième conséquence : le système majeures/mineures privera le baccalauréat de sa valeur d'examen évaluant une culture générale et donc la suppression des filières aura pour conséquence directe de déterminer en bonne partie le parcours supérieur des élèves dès l'entrée en classe de première, sans vraie possibilité de bifurquer.

Troisième conséquence : le nouveau système permettra une « optimisation » des moyens qui dégradera sévèrement les conditions de travail des professeurs. La multiplication des couples de matières dominantes en lieu et place des filières permettra de remplir les salles de classe de manière optimale. Les matières qui ne figurent parmi les majeures pourraient fort bien voir leurs horaires réduits drastiquement. Mais les horaires de mathématiques sont eux aussi sérieusement menacés.

Bref, cette réforme du baccalauréat s'inscrit dans l'objectif général de diminution du nombre de fonctionnaires. Les coupes sombres dans les concours de recrutement des professeurs annoncent la couleur. Ajoutons que la semestrialisation des cours pourra s'accompagner de la mise en œuvre complète de l'annualisation du temps de travail des professeurs, selon un principe qu'avaient déjà posé les « décrets Hamon » de 2014. Un professeur pourrait faire 20 heures le premier semestre et 14 heures le second. On peut aussi imaginer que les professeurs dont l'enseignement se terminerait en mars ou avril pour l'année de terminale verraient leurs obligations de service révisées à la hausse pour 6 ou 7 mois qu'ils sont présents devant les élèves. Bref l'explosion du vieux lycée (dont la structure est de fait quasi inchangée depuis sa création) permettra au gouvernement de mettre en place une nouvelle « gestion des

ressources humaines », fondée sur les principes ultra-modernes de précarité, flexibilité, mobilité et productivité. Gageons d'ailleurs que les neurosciences viendront opportunément compléter l'arsenal déployé pour en finir avec le métier de professeur, tel qu'on l'entendait encore jusqu'à aujourd'hui.

Il faut bien comprendre que tout cela ne tombe pas du ciel. Le gouvernement Macron-Blanquer peut s'attaquer avec une telle radicalité à l'un des piliers de l'institution scolaire parce que celle-ci est déjà vermoulue, parce que ses fondations ont été minées depuis plus de quatre décennies. La démocratisation (en fait l'application du plan Langevin-Wallon issu des projets du Conseil National de la résistance) s'est faite selon des modalités qui en ruinent le contenu. On a ouvert le secondaire à tous (et pas simplement aux enfants « bien nés ») mais en interdisant progressivement la transmission des savoirs, de la « grande culture ». Quand les enfants d'ouvriers ont commencé à peupler les lycées, nos dirigeants ont jugé qu'un enseignement au rabais, c'était toujours assez bon pour eux ! Quand Jospin fait adopter en 1989 une loi d'orientation qui stipule que « l'élève est au centre » et que « l'apprenant doit construire lui-même son propre savoir », il propose ni plus ni moins que la liquidation de la transmission. Toutes les « réformes » depuis 1989 sont des essais (souvent réussis, hélas) de mise en œuvre de cette « mère de toutes les réformes ». Donc s'il faut organiser la mobilisation la plus large pour bloquer la réforme du lycée et la destruction du baccalauréat, il est aussi absolument indispensable d'entreprendre une réflexion de fond sur la nature et les missions de l'école républicaine, car le simple retour à l'école Vallaud-Belkacem, à la situation de 2017, ne peut satisfaire personne. (voir ma conférence « Qu'est-ce qu'une éducation républicaine ? »)